

Turquie : Kemal Kılıçdaroğlu sur le mausolée d'Adnan Menderes

vendredi 21 septembre 2012, par [Jean Marcou](#)

Le 17 septembre 2012, Kemal Kılıçdaroğlu, le leader du CHP est venu se recueillir sur le mausolée de l'ex-premier ministre Adnan Menderes, chassé du pouvoir par un coup d'Etat militaire, en 1960, avant d'être condamné à mort et pendu, le 17 septembre 1961 (cf. notre édition du 27 mai 2010 : [Il y a 50 ans, le coup d'Etat du 27 mai...](#)), comme deux de ses ministres (Fatin Ruştu Zorlu et Hasan Polatkan). Cette visite, au moment où les proches et les fidèles du chef de gouvernement renversé exaltent sa mémoire, à l'occasion du 51^e anniversaire de sa disparition, ne manque pas de surprendre. En effet, le coup d'État du 27 mai 1960, première irruption de l'armée dans la démocratie parlementaire turque, fut conduit avec le soutien implicite du parti kémaliste. Est-il encore temps de nos jours pour les dirigeants de celui-ci de s'amender d'un passé, dont Henri Rousso dirait qu'il a décidément du mal à passer ?

La chute du gouvernement Menderes en 1960 mit un terme à l'expérience de démocratisation, qui en Turquie avait suivi celle du parti unique kémaliste. À la mort d'Atatürk, en 1938, İsmet İnönü, son bras droit pendant la guerre d'indépendance, tombé pourtant en disgrâce l'année précédente, lui succéda, et maintint le système antérieur, jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale. En 1946, alors que la Turquie se rapprochait des Occidentaux, le régime kémaliste se mua en démocratie parlementaire pluraliste, et en 1950, le CHP perdit les élections législatives, largement remportées par le parti démocrate d'Adnan Menderes. Ce dernier fut reconduit par deux fois au pouvoir dans les années 1950, avant d'être abattu par le coup d'État militaire de 1960. Certes, İnönü n'avait pas pris officiellement la tête de la conjuration militaire, il dut attendre d'ailleurs les élections législatives de novembre 1961 pour revenir au pouvoir en qualité de premier ministre, tandis que le général Cemal Gürsel exerçait les fonctions de Président de la République. Toutefois, du fait de sa stature historique et de son passé militaire, son prestige était considérable auprès de l'armée, dont il contribua à calmer les dissensions internes, en déjouant deux coups d'État, en 1962 et 1963.

Après avoir à nouveau perdu le pouvoir, en 1965, le CHP sous la direction d'Inönü continua à se poser en garant du kémalisme, alors qu'en son sein des tendances moins autoritaires et plus sociales, essayaient d'incarner la gauche turque naissante. Le nouveau soutien apporté au coup de palais de 1971, qui vit l'armée chasser Süleyman Demirel, et mettre en place un gouvernement de techniciens, divisa néanmoins le parti et fut l'une des causes du renversement, à sa tête, d'İsmet İnönü par Bülent Ecevit, en 1972. Dans les années 1970, ce dernier, premier ministre à deux reprises, s'attacha à faire du CHP un parti de gauche social-démocrate et anti-impérialiste. Cette inflexion complexifia les rapports du CHP avec l'armée. En 1980, ce dernier fut ainsi victime, comme tous les autres partis politiques turcs, d'un nouveau coup d'État, qui aboutit à sa dissolution. Après le retour à la démocratie dans les années 1980, deux formations réapparurent dans le champ d'influence du kémalisme : le SHP (*Sosyaldemokrat Halkçı Parti, Parti social-démocrate populaire*) dirigé par le fils d'Inönü, Erdal, et le DSP (*Demokratik Sol Parti - Parti démocratique de la gauche*) fondé par Bülent Ecevit. En 1993, le SHP reprendra enfin le nom de CHP. Si ces formations et leur classe politique critiquent alors les atteintes portées par l'armée à la démocratie, elles n'en incarnent pas moins des valeurs laïcistes et nationalistes, qui sont souvent proches de celles des militaires et des élites bureaucratiques qui conservent, à cette époque, une forte influence sur l'exercice du pouvoir.

Après le « *coup d'Etat post-moderne* », en 1997, les formations kémalistes (DSP, CHP) et leurs dirigeants

mènent la contre-offensive contre la vague islamiste des années 1990. Avec la victoire de l'AKP en 2002, le CHP devient la principale formation d'opposition. Depuis, en dépit de son hostilité au gouvernement de Recep Tayyip Erdoğan, il a souvent entretenu des rapports difficiles avec l'armée. On se souvient qu'en mars 2008, une polémique avait opposé son ex-leader Deniz Baykal à l'ex-chef d'état-major Yaşar Büyükanıt, le premier reprochant alors au second d'avoir abrégé une intervention contre le PKK, en Irak du nord, sous la pression des Américains. Ces relations se sont encore détériorées depuis que Kemal Kılıçdaroğlu, un kurde alévi originaire de Tunceli, a pris la tête du parti kémaliste, en affirmant plus franchement que ses prédécesseurs, des opinions de gauche. En juillet 2010, après avoir critiqué les coups d'Etat et pris l'initiative d'une proposition de loi annulant l'article 35 de la loi sur les compétences de l'armée (*parce qu'elle contribuait à justifier les interventions militaires passées dans le jeu politique*), le nouveau leader du CHP a même annoncé son intention de déposer une plainte contre le général Büyükanıt (*encore lui !*) pour le fameux e-mémorandum, qu'il avait publié sur le site internet des forces armées turques, au soir du premier tour des élections présidentielles, le 27 avril 2007.

La visite de Kemal Kılıçdaroğlu sur le mausolée de Menderes se situe donc dans la droite ligne de ces velléités du CHP de solder les comptes du passé. Pour autant, malgré ces efforts, la formation kémaliste peine à se positionner dans le système politique turc contemporain. En novembre dernier, l'affaire de Dersim l'avait encore bien montré. La déclaration du député de Tunceli, Hüseyin Aygün, expliquant qu'Atatürk en personne était au courant des massacres de Dersim en 1937, avait divisé le parti qui, mal à l'aise après les excuses présentées au nom de la République par Recep Tayyip Erdoğan, avait refusé de formuler les siennes à son tour (*cf. notre édition du 27 novembre 2011 : [Les excuses officielles de Recep Tayyip Erdoğan pour les massacres de Dersim ébranlent la classe politique turque.](#)*).

Depuis la fin du système de parti unique, le CHP a été successivement confronté à un double défi. En premier lieu, il a dû s'insérer dans un régime parlementaire pluraliste. Représentant d'abord les élites laïques turques, il est parvenu aussi par la suite, dans les années 1960 et 1970 en particulier, à capter un électorat urbain de salariés, jouant la carte d'une social-démocratie à la turque. Le parti est d'ailleurs devenu membre de l'Internationale socialiste. Mais, en second lieu, depuis une dizaine d'années le CHP est aussi confronté à une transformation en profondeur de la société turque. Ce second défi voit régulièrement le parti kémaliste aux prises avec le problème du port du voile, la question kurde ou le déballage des tabous de l'histoire officielle turque. Cette confrontation avec la Turquie contemporaine est souvent redoutable pour le CHP. Ainsi, en 2007, après avoir tenté d'empêcher l'élection d'Abdullah Gül, en raison notamment du couvre-chef de son épouse (*cf. notre édition du 26 avril 2007 : [Le candidat inattendu et l'autre président.](#)*), il en est venu à accepter le port du voile comme un fait de société, son ancien président Deniz Baykal allant même, en novembre 2008, jusqu'à épingler symboliquement le pins du parti d'Atatürk sur un tchador (*cf. notre édition du 1^{er} décembre 2008 : [Baykal prend le voile.](#)*). Sur la question kurde, les prises de position très nationalistes de la période Baykal se sont certes fortement infléchies depuis l'arrivée de Kemal Kılıçdaroğlu, mais les résultats des dernières élections, au cours desquels ce dernier n'a pas hésité à faire campagne revêtu du Keffieh kurde (*cf. notre édition du 25 mai 2011 : [Les élections législatives du 12 juin 2011 et la question kurde.](#)*), n'ont pas rendu une audience à la formation kémaliste dans le sud-est du pays. Enfin, pour ce qui est des tabous de l'histoire, on observe que le CHP n'est jamais parvenu à s'affranchir de toutes les turpitudes de son passé, et que cela le handicape au plus haut point dans sa démarche de reconquête du pouvoir.

« Nous devons admettre que toutes les exécutions politiques menées dans le passé ont été des meurtres. Nous avons appris les leçons de l'Histoire », a déclaré Kemal Kılıçdaroğlu, à l'issue de sa visite sur la tombe de Menderes. Ces propos lui font sans doute honneur, mais n'arrivent-ils pas un peu (*trop*) tard pour inverser le cours de l'Histoire ?

Sources

[Kemal Kılıçdaroğlu sur le mausolée d'Adnan Menderes](#)

OViPoT - Jean Marcou - mardi 18 septembre 2012